

Organe
tri-hebdomadaire
d'information
édité par la Régie
Nationale
de l'Agence Guinéenne
de Presse

FOROZA

TRAVAIL - JUSTICE

SOLIDARITÉ

Rédaction - Administration - Publicité - B. P. 191 CONAKRY - Tél. 33-66 - Adresse Télégraphique AGUPRES
SAMEDI 29 JUILLET 1961

No 37 - 1^{re} ANNÉE

PRIX

25 francs le Numéro

ABONNEMENT :

1 an	3.000
6 mois	2.000
3 mois	1.000
Abonnement de soutien :	5.000

ÉDITORIAL DE BIZERTE A LUGRIN

Le cessez le feu est intervenu à Bizerte depuis mardi 24 janvier, à la suite de la résolution du Conseil de Sécurité réuni d'urgence à la demande de la Tunisie agressive. Mais la question n'en est pas résolue pour autant, sur les plans militaire et politique.

En effet, d'une part, les troupes françaises n'ont pas respecté l'ordre de repli donné par le Conseil de Sécurité. M. Hammarskjöld, qui se veut toujours le « démarcheur de la paix » - mais dont la dague est fortement émoussée - a regagné New-York après une déclaration et une prestation de pure forme auprès du gouvernement français : « Les stipulations de la résolution du Conseil de Sécurité concernant le retrait des troupes en présence, a-t-il dit notamment, ne sont pas encore observées par la France ». Il faut dire que la voiture du Secrétaire général de l'O.N.U. avait été l'objet d'une fouille en règle par les paras français lors de sa visite à Bizerte lundi dernier.

Et tandis que chasseurs et bombardiers français continuent de violer l'espace aé-

L'occupation française en Afrique UN TONNEAU DE POWDRE

BIZERTE...

Bizerte a coûté la semaine dernière aux Tunisiens plus de six-cents morts et un millier de blessés, tout cela parce que le gouvernement français, impérialistement, s'accroche à leur sol aux points névralgiques.

Qu'une trêve intervienne ne supprime en rien la menace permanente que la base française fait peser sur la Tunisie, et sur l'Afrique. Et il y a, en Afrique, autant de Bizerte que de bases étrangères.

Le jeu du gouvernement français est clair : ces canons de revolvers braqués sur la tempe de ses ex-colonies, c'est « l'indépendance surveillée ».

Dans un article intitulé « une politique de défense eurafricaine à long terme », paru en 1958 dans la revue **Union française et Parlement** (n° 95), M. Jean Schneider conseiller de l'Union française, ne laissait subsister aucun doute quant à ses vues françaises sur l'Afrique aux visées françaises sur l'Afrique « décolonisée ».

« Il n'est pas possible, écrivait M. Schneider, que l'O.T.A.N., lié par la Turquie à la défense moyen-orientale du pacte de Bagdad, soit dissocie plus longtemps de notre défense eurafricaine, dont les développements industriels et les bases stratégiques conditionnent

processus d'une guerre révolutionnaire, dès à présent ouverte en Afrique, entraînerait l'intervention directe ou indirecte des volontaires et des armements étrangers des territoires africains voisins de nos frontières terrestres et maritimes. »

... « Cet impératif absolu commande notre diplomatie vis-à-vis de la Tunisie, dont les aérodromes ne sauraient en aucun cas servir de bases aériennes à nos adversaires sans ouvrir le **casus belli**.

« Pour des raisons plus évidentes que le maintien de Gibraltar sous contrôle britannique, notre défense exige le **maintien de notre base aéronavale de Bizerte** et sa **protection rigoureuse** contre toute atteinte à sa sécurité.

« Nous n'avons pas ici à suivre les méandres de la politique du gouvernement tunisien, mais affirmer sans équivoque la nôtre. »

On vient d'en avoir la démonstration... Bizerte, à présent placée sous haut-commandement occidental, comme le souhaitait, il y a deux ans M. Schneider, et en passe de devenir une base atomique de première importance, est un chancro impérialiste bien enraciné, une menace sans équivoque dirigée contre l'Afrique, à laquelle on n'hésiterait pas M. Schneider le dit clairement, à livrer une guerre atomi-

Réorganisation du secteur commercial Nomination de deux Secrétaires d'État EL HADJ MAMADOU FOFANA au Commerce M. DIALLO ALPHA AMADOU aux Affaires étrangères et de plusieurs haut-fonctionnaires

A la suite d'une série de réunions du Bureau Politique National, consacrées à l'étude des problèmes de la réorganisation du secteur Commercial, le chef de l'État, par décret du 26 juillet 1961 a nommé aux fonctions suivantes, les personnalités dont les noms suivent :

Secrétaire d'État au Commerce :

M. El Hadj Fofana Mamadou, ancien directeur général du Commerce ;

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères :

M. Diallo Alpha Amadou, ancien secrétaire général des Affaires étrangères ;

Directeur de cabinet du ministère des Affaires étrangères :

M. Diallo Alpha Abdoulaye, dit Portos, ancien responsable de la section O.N.U. au ministère des Affaires étrangères ;

Vice-gouverneur de la B.R.G. :

M. Baldet Oumane, ancien directeur général de la B.R.G. ;

Secrétaire général de la Chambre Economique :

M. Touré Soriba, ancien directeur de cabinet au ministère du Commerce ;

Directeur de cabinet du ministère du Commerce :

M. Camara Morry, ancien directeur du C.G.C.I. ;

Les hauts fonctionnaires dont les noms suivent sont chargés respectivement des différents directions techniques au niveau du ministère du Commerce :

Pour la direction des Programmes et des accords commerciaux :

M. Framoï Béréty ;

Pour la direction des Prix de la Conjoncture :

M. Cissé Mammady ;

Pour l'inspection générale des Prix et Stocks :

M. Coulibaly Valéré ;

Pour le Bureau d'Etude et de la Statistique :

M. Fran Makassouba ;

Comme inspecteur :

M. Sow Souleymane, député ;

Par ailleurs, les directeurs et directeurs-adjoints des nouvelles sociétés nationales du Commerce seront les hauts fonctionnaires dont les noms suivent :

GUINEXPOT. — Entreprise d'exportation des Produits :

Directeur : Fofana Karamoko (inspecteur C.G.C.I.) ;

Directeur adjoint : Soumah Roger (agent C.G.C.I.) ;

rien. L'instabilité des troupes d'agression débarquent encore en Tunisie, pendant de ce fait la situation de plus en plus explosive, ce qui a motivé un second appel de la Tunisie devant le Conseil de Sécurité.

La lâcheté de ces hystériques de la guerre, rendus enragés par leurs défaites successives, les pousse à profiter traitreusement d'une trêve pour tricher avec les dernières positions qui leur restent. Tels sont actes de « courage et de bravoure » de ces nobles mercenaires de la légion étrangère, de cette élite parachutée pour lesquelles le chef de l'Etat français a tant « d'affection ».

Par ailleurs sur le plan politique, la sanglante affaire de Bizerte relance, une fois de plus, mais de façon plus aiguë, la question des bases militaires étrangères sur le sol africain. On sait qu'elles ont été une des raisons majeures de l'échec des pourparlers d'Evian. Fidèle à son principe qui consiste à ne vouloir négocier qu'à partir d'une position de force, l'action du gouvernement français s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle manœuvre d'intimidation qui vise, au-delà de la Tunisie, les pourparlers franco-algériens qui ont repris le 22 juillet à Lugrin, près d'Evian.

Certains pays africains attendront-ils d'autres preuves sanglantes pour se convaincre du danger mortel pour eux-mêmes et pour la paix, de la présence permanente de troupes d'agression sur leurs territoires? Attendront-ils d'en être les victimes pour le comprendre? Leur présence est incompatible avec l'indépendance réelle, la sécurité et la dignité des peuples libres et leurs aspirations légitimes. Une seule issue, leur évacuation immédiate et totale.

C'est donc dans un contexte d'agression caractérisée que

● suite de la page 2

la puissance de l'Europe occidentale.

PAR TOUS LES MOYENS

« Nous devons affirmer notre volonté irréductible, poursuit M. Schneider, de défendre nos positions africaines par tous les moyens, y compris l'arme atomique, si le

Au Conseil des Ministres

A la suite d'une série de réunions tenues par le Bureau Politique National et relatives à la préparation de la prochaine session de la Conférence nationale du Parti Démocratique de Guinée prévue à Labé du 14 au 17 août 1961, la direction nationale du Parti a finalement décidé d'organiser aux mêmes dates à Conakry cette importante rencontre des cadres nationaux du Parti et de l'Etat guinéen.

Sur la base des rapports fournis par le camarade Diakité Moussa, responsable de l'organisation des sessions de la Conférence nationale et des Congrès du Parti et par le camarade Damantang Camara, qui vient d'effectuer tout récemment une inspection politique à Labé, le B.P.N. a apprécié le gigantesque effort déjà entrepris par les dirigeants et les militants de la section de Labé, en vue d'assurer un succès à la Conférence et lui adresse des félicitations bien méritées.

Le changement de lieu de la prochaine session de la Conférence nationale est motivé exclusivement par des considérations de saison, les renseignements météorologiques nous ayant indiqué que la période prévue correspond à de très mauvais temps dans la région de Labé.

Le Bureau Politique National, décide à l'avance en raison de l'importance politique que revêt la tenue dans les sections de l'intérieur, des sessions de la Conférence nationale du Parti Démocratique de Guinée, d'organiser à Labé la session qui suivra celle du 14 août 1961.

La Conférence des femmes de l'Ouest africain

L'Assemblée a élu son bureau

Mme Camara Loffo secrétaire générale

La Conférence des femmes de l'Ouest Africain, qui s'est ouverte vendredi dernier 21 juillet, poursuit ses travaux, dans la salle des Congrès de la Permanence Nationale du P.D.G.

Des le début de la séance de mardi 25 juillet ouverte à 18 heures, l'Assemblée a élu son bureau

Billet du jour

LES POTS

Il n'y a pas si longtemps, HOROYA prenait l'initiative de relancer l'appel fait à la population par le B.P.N. et le commandant de région, appel relatif à l'interdiction des cultures vivrières dans l'agglomération et à l'aménagement des toitures dont certaines sont dans un état des plus défectueux.

Aucun écho. Nul n'a daigné bouger. Nous nous sommes laissés dire que d'aucuns, qui eussent dû se sentir visés à juste titre seraient subitement devenus sourds... comme des pots...

Nous ne saurions donc trop leur conseiller d'aller consulter l'excellent oto-rhino-laryngologiste de l'hôpital Donka. Il y va de la salubrité et de l'esthétique de notre belle ville, et aussi... de la tranquillité de certains...

Autre conseil : prière équiper de feux de signalisation, les rouleaux compresseurs et autres engins de forts tonnage, lorsqu'on doit les laisser pour la nuit au bord des rues ou des routes. Pensons aux automobilistes qui, aveuglés par un confère un peu mufle, pourraient s'abîmer sur ces obstacles, ce qui ne manque d'ailleurs pas de se produire.

SONATEX. — Entreprise d'importation de Textiles et d'Articles d'habillement :

Directeur : Touré Mamadi (chef)
Marchandises C.G.C.I.) :
Directeur adjoint : Fofana Sékou (agent C.G.C.E.) :

EMATEC. — Entreprise d'importation de Matériel technique :

Directeur : Cissé Albert (comptable C.G.C.I.) :

TRANSMAT. — Entreprise d'importation de Matériel de Transport :

Directeur : Accar Emile ;
Directeur adjoint : Barry Ousmane (inspecteur C.G.C.I.) :

BATIPORT. — Entreprise d'importation de Matériel de Bâtiment :

Directeur : Béavogui Komo, député ;
Directeur adjoint : Sylla Imaël (chef du Département intéressé du C.G.C.I.) :

LIBRAPORT. — Entreprise d'importation pour la Librairie et la Papeterie :

Directeur : Bah Mamadou (Comptoir régional de Labé) ;
Directeur adjoint : Sako Robert (Direction générale du Commerce) :

AGRIMA. — Entreprise d'importation de matériel et de produit Agricoles :

Directeur : Baro Mamadi (ingénieur agricole) ;
Directeur adjoint : Kéita Seydou. DIVERMA. — Entreprise d'importation de Marchandises diverses :

Directeur : Bah Oumar (Comptoir régional de Conakry I) ;
Directeur adjoint : Diakité Albert (Comptoir régional de Tougué).

D'autre part, l'Entreprise nationale d'Acconage de Transit et de Consignation Maritime l'EN.A.T. précédemment rattachée au ministère du Commerce, sera rattachée au ministère des Travaux publics et des Transports, et prendra le nom de :

Entreprise nationale de Transport Routier d'Acconage, de Transit et de Consignation Maritime, EN.T.A.T. ayant comme directeur général M. Alpha Bakar, directeur adjoint M. Bangoura Alkaly.

● suite page 2

Nouvelles de la Capitale

HOROYA — Samedi 30 juillet 1961

M. TRAORÉ SAMBA LAMINE Reçu en audience par le B. P. N.

Lors de sa réunion du lundi 24 juillet, le Bureau Politique National a reçu en audience le député Traoré Samba Lamine, que de nouvelles hautes fonctions appellent en République sœur du Mali.

Au nom du Parti, dans une courte et émouvante allocution, le secrétaire général du P.D.G., le président Sékou Touré, lui a adressé ses vives félicitations et lui a exprimé la satisfaction et les remerciements du pays tout entier pour ses activités militantes au service du peuple guinéen en particulier et du peuple africain en général, et l'a exhorté à les poursuivre au Mali avec le même courage et la même ferme volonté.

Dans sa réponse, Traoré Samba Lamine dit toute son admiration pour le peuple de Guinée organisé au sein du P.D.G., et en termes sans équivoque, affirme sa farouche détermination à continuer la lutte implacable contre le colonialisme partout en Afrique, et en Amérique latine.

LA MOTTON DE LA SECTION DE DALABA

Le Comité directeur de la section P.D.G.-R.D.A. de Dalaba, réuni en séance extraordinaire au siège de la permanence régionale du Parti, le 15 juillet 1961.

Après avoir pris connaissance d'un témoignage officiel de satisfaction décerné au camarade Traoré Samba Lamine, par le Parti Démocratique de Guinée,

Après avoir entendu l'appel lancé par ce camarade aux populations, à la veille de son départ pour la République du Mali,

Considérant les nombreuses souffrances qui ont été les siennes dans la lutte anti-colonialiste et anti-imperialiste, pour la mise sur pied d'une section régulière du P.D.G.-R.D.A. à Dalaba en 1955,

Considérant la simplicité, le con-

étant visé.

C'est ce qu'a rappelé M. Diallo Abdoulaye, secrétaire de la conférence des peuples africains, qui a invité tous les pays africains à intensifier la lutte pour l'évacuation totale des bases étrangères installées en Afrique.

De leur côté, les experts du groupe dit de **Mourovia**, après avoir approuvé à Dakar l'idée d'un marché commun africain, ont recommandé que des négociations soient entreprises immédiatement pour évacuation totale de la Tunisie par les forces françaises.

« Ne faisons le jeu d'aucune puissance étrangère », a demandé, quant à lui, M. Yacé, président de l'Assemblée de la Côte d'Ivoire.

M. Yacé, faisant ressortir que les principaux intéressés à la guerre froide n'étant pas Africains, « celle-ci ne ferait qu'ajouter à nos maux communs », a-t-il dit. « Laissons donc aux puissances dites dominantes le privilège d'affrontements épuisants et vains. Chez nous, la diversité ne doit pas signifier la division ».

A CHYPRE

Le président Makarios a déclaré que les Chypriotes ne se joindraient jamais à un bloc politique ou militaire et que son pays accepterait de se rendre à la conférence des Etats non-alignés qui doit se tenir à Belgrade début septembre, si l'invitation lui en était faite.

Si l'on songe que l'île de Chypre avait été transformée elle aussi, par les colonialistes, en un arsenal menaçant l'indépendance de Bizerter, on ne peut que souhaiter voir cet exemple faire tâche d'huile. Dans l'intérêt de la paix, la bombe de Bizerter doit être, elle aussi, promptement désamorcée par le départ des derniers colonialistes.

Le message déclare :

« Je vous exprime mon entière satisfaction pour la fermeté, le sang-froid, l'habileté dans l'emploi des moyens dont vous avez fait preuve à Bizerter en remplissant votre mission

DE BIZERTE A LUGRIN

se sont rouverts les pourparlers de Lugrin. Certes pour la première fois depuis les négociations franco-algériennes, les deux délégations sont parvenues à un accord : Les questions seront étudiées conjointement dans cinq commissions, de manière que les difficultés s'élevant dans l'une n'entraînent pas la progression des autres. Mais tout ceci n'autorise nullement à un optimisme béat, car rien ne laisse supposer que le gouvernement français est revenu à de nobles sentiments.

Ce que nous souhaitons ardemment c'est que, devant la détermination du peuple algérien de recouvrer son indépendance et sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire, sous la poussée des forces progressistes, devant l'appui sans réserve que les peuples et les gouvernements africains, conscients de l'enjeu de la négociation, apportent aux G.P.R.A., le gouvernement français comprenne enfin qu'il y va de l'intérêt des peuples de France et du monde d'adopter une attitude constructive.

Car il est vain d'escompter un relâchement quelconque de la solidarité africaine, malgré les efforts déployés par les colonialistes pendant ces cinq semaines de suspension. L'heure n'est plus aux astuces et aux manœuvres, mais au réalisme, qui s'imposera par la force des mouvements révolutionnaires qui chaque jour, secouent le monde.

KEN

LE V^o SÉMINAIRE DE L'U.G.T.A.N. a fermé ses portes

On sait que le cinquième Séminaire de l'Université Ouvrière Africaine, ouvert à Conakry le 21 juin dernier a fermé ses portes le samedi 22 juillet 1961.

Ce cinquième Séminaire groupait des délégations venues de plusieurs pays d'Afrique, de l'Algérie, de la Guinée, de la Guinée dite Portugaise, du Mali, du Maroc, du Niger, du Togo et du Kamerun.

Le nom symbolique de cette promotion : **Félix Roland MOUMIE**, grand combattant de la cause africaine et martyr du colonialisme, marque la farouche détermination des syndicalistes africains de combattre le colonialisme, l'imperialisme et le néo-colonialisme en Afrique.

En clôturant ce cinquième Séminaire, le Président de l'U.G.T.A.N., notre camarade **Sékou TOURÉ**, Président de la République de Guinée a souligné que les cours théoriques reçus doivent se compléter par une pratique rationnelle.

« La théorie la plus propre à mobiliser les forces africaines a souligné le Président de l'U.G.T.A.N., est celle du nationalisme africain, qui constitue une étape la plus importante de l'évolution de l'Afrique. »

« L'évolution du mouvement syndical africain a-t-il poursuivi, ne peut pas être expliqué en dehors du processus évolutif général des peuples africains ; c'est pourquoi, parler de l'évolution du mouvement syndical, c'est parler de l'évolution des hommes, de la masse de nos peuples, en parlant de leur évolution économique, politique, idéologique, sociale et culturelle de l'ensemble de l'Afrique et du Peuple africain. »

A l'issue de la séance de clôture, le représentant du Conseil des stagiaires, en remerciements, devait prononcer le discours de fin de stage, présenté par notre confrère **N'Ngimbous André**, délégué de la Confédération Générale Kamernunaise des Travailleurs à ce cinquième Séminaire :

Monsieur le Président,

Messieurs les membres du Bureau Politique Nationale, du Gouvernement,

Messieurs les représentants de l'U.G.T.A.N. et de la C.N.T.G., Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Chers camarades,

C'est au nom de tous les stagiaires du séminaire qui s'est ouvert à Conakry le 21 juin 1961, à l'intention des délégués venant de tous les pays africains, que j'ai l'honneur d'adresser nos plus vifs remerciements et notre profonde gratitude aux membres du Bureau Politique National ou du Gouvernement, aux

Nous avons vu l'ouvrier de Guinée à l'œuvre ; ce vrac bâtisseur du Plan triennal n'a plus rien de commun avec l'ouvrier maugréant du régime colonial, car celui-ci ne savait pas pour qui il devait construire, pour-quoi il devait créer alors que lui et les siens étaient condamnés à la misère, à la misère la plus sordide, à l'exploitation la plus inhumaine, au moment même où les tenants du régime, les magnats du colonialisme, s'enrichissaient sur la décadence et la déchéance de ce peuple qu'ils opprimaient. Il en a été ainsi de tous les pays africains.

Il y a ici des délégations venues de diverses régions d'Afrique, de l'Algérie, de la Guinée, du Mali, du Maroc, du Niger, du Togo, du Kamerun.

rage, l'esprit d'initiative et l'intégrité qui ont particulièrement caractérisé le camarade Samba Lamane pendant les 6 années qu'il a vécues à Dalaba, Considérant sa contribution positive en vue d'une meilleure organisation des masses militantes derrière le P.D.G.,

Considérant la marque de sympathie que les populations ont manifesté à son égard en l'élevant successivement député, et secrétaire général de la section,

Considérant la confiance que le gouvernement lui a témoignée en le désignant à la tête de la région administrative de Dalaba,

Rendant hommage au Bureau Politique National qui a décerné à ce vaillant militant la Croix de Compagnon de l'Indépendance,

DECIDE :

1° D'adresser une motion de confiance au camarade Traoré Samba Lamane.

2° De l'inviter à continuer la lutte avec le même courage et le même désintéressement dans la République sœur du Mali dont les objectifs de politique intérieure et extérieure sont identiques à ceux de la République de Guinée.

L'affaire de Bizerte

(Suite page 6)
DE GAULLE A L'AMIRAL

DE BIZERTE :

« CORDIALEMENT A VOUS »

Le général de Gaulle a envoyé un message de félicitations à l'amiral Maurice Amman, commandant la base de Bizerte.

Dans la grande majorité des pays africains, la sanglante affaire de Bizerte a soulevé une puissante vague d'indignation. Elle a permis d'éclairer au grand jour le danger que courent les pays encore occupés par des bases étrangères. Ces bases ne sont pas seulement un danger pour eux mais constituent un **menace pour l'ensemble du continent** : aucun pays africain ne saurait rester indifférent devant ce fait, chacun

devant l'agression dont la base était l'objet.

« Les forces sous vos ordres, grâce à leur courage et à leurs qualités militaires, l'ont emporté sur le terrain dans les meilleures conditions. Veuillez leur transmettre le témoignage de ma confiance et de mon affection.

Cordialement à vous.

Signé : Charles de Gaulles. »

Oui... dans les meilleures conditions...

« Il aura fallu que le sang coulat, » écrit l'agence Tunis Afrique Presse, « pour acculer le général de Gaulles à l'aveu, c'est-à-dire à la définition d'une politique qui perpétue la tradition des Bugeand, des d'Argenlieu, des Garbay... Aujourd'hui la réalité est là. Elle s'exprime en termes de « félicitations » pour le « courage » et la « bravoure » de ceux qui ont fait, par des tirs à bout portant, des « cartons » sur 2.000 victimes.

« Désormais, aucune hésitation n'est plus permise. La « décolonisation », « l'autodétermination » la « démocratie », sont éclairées d'un jour sanglant, sadique et fourbe. »

L'éditorial conclut :

« De gré ou de force, tôt ou tard, le peuple tunisien imposera l'évacuation aux prix de tous les sacrifices. »

LES REACTIONS EN AFRIQUE:

En Afrique, il n'y a guère que M. Tsiranana et quelques larbins du néo-colonialisme pour exprimer leur « entière confiance dans le général de Gaulle pour le règlement de l'affaire de Bizerte. M. Tsiranana, qui se souvient avec gratitude que le général de Gaulle l'a fait coucher dans le lit de Marie-Antoinette, va même jusqu'à souhaiter « la sauvegarde des intérêts légitimes de France » !

— Pour le journal « Togo observateur », l'affaire de Bizerte est une « gaffe » de la France. C'est le moins qu'on puisse dire.

RÉGIE NATIONALE

DE L'IMPRIMERIE DE GUINÉE

(Suite de la première page)

Responsable à la Presse :

Mme Virginie Camara (Sénégal)

Sont membres du Bureau, les Présidentes des Commissions suivantes :

— Mme Ogunshaye (Nigéria) présidente de la Commission d'éducation ;

— Mme Sira Diop (Mali) présidente de la commission culturelle ;

— Mme Noma (Niger) présidente de la commission des affaires sociales ;

— Mme Béhanzin (Dahomey) présidente de la commission de la Santé ;

— Mme Antony (Togo) présidente de la commission des finances ;

— Mme Angie Brooks (Libéria) présidente de la commission législative ;

— Miss Ayunso (Ghana) présidente de la commission de moralité.

Les chefs des délégations se sont réunies à huis-clos mercredi matin. Une séance plénière est prévue pour l'après-midi.

Mercredi 26 juillet, les délégués à la Conférence des femmes de l'Ouest africain, sous la conduite de Mme Camara Loffo, secrétaire générale de l'organisation, ont quitté Conakry pour effectuer une excursion à l'intérieur de la République.

Elles sont rentrées vendredi soir, après avoir visité Kindia et les centres situés sur leur parcours.

A 21 heures elles ont assisté à un spectacle offert en leur honneur par M. le Président de la République de Guinée.

A NOS FIDELES LECTEURS

L'abondance de matières nous oblige à reporter à nos prochains numéros certains de nos rubriques favorites.

Nous demandons à ceux de nos lecteurs qui ont bien voulu nous écrire ou nous apporter leur collaboration, de ne pas s'impacienter. Satisfaction leur sera donnée.

de l'U.G.T.A.N. et de la C.N.T.G., et à tous les invités qui ont bien voulu honorer de leur présence notre modeste cérémonie de clôture, au vaillant peuple de Guinée, au Parti Démocratique de Guinée, grâce à qui il nous a été possible de nous rendre en Guinée et de pouvoir constater de près les réalisations de cette vaillante terre africaine, après la reconquête de sa liberté.

Nos remerciements vont à l'U.G.T.A.N., à la C.N.T.G. qui ont mis gracieusement tout le personnel et les moyens à notre disposition, à la direction de l'Université et plus particulièrement au camarade Gastaud, professeur de l'Université Ouvrière Africaine, qui a dispensé le meilleur de lui-même, pour notre formation, par des méthodes d'une pédagogie vivante. Nous souhaitons qu'il soit notre fidèle interprète auprès de la F.S.M. pour exprimer à celle-ci, ainsi qu'à d'autres organisations qui ont bien voulu nous apporter leur aide matérielle et morale dans le cadre de l'*internationalisme prolétarien* à tous les conférenciers, qui ont bien voulu nous faire part de leurs expériences, à tous ceux qui ont contribué à la bonne marche et à la réussite de notre séjour à l'Université pendant toute la durée du séminaire.

Qu'il me soit permis aussi, au nom de mes promotionnaires, d'exprimer les profonds sentiments de fierté et de dignité africaines que nous avons ressentis en visitant les premières réalisations du Plan triennal de la République de Guinée. Nous avons visité les chantiers de l'imprimerie, de la Radiodiffusion nationale, nous avons interrogé les ouvriers, nous avons pris contact avec la population. Toutes ces visites, tous ces contacts, nous ont révélé le même désir de briser à jamais l'esclavage colonial par une concrétisation de plus en plus consciencieuse et méticuleuse des programmes économiques et sociaux, et des motifs d'ordre du Parti Démocratique de Guinée.

Togo, du Maroc, du Niger, de la Guinée dite portugaise et du Kameron. Nous avons échangé l'histoire de chacun de nos pays. Mais cette histoire, elle est la même : l'histoire de la colonisation, de notre détermination de sortir et d'abolir à jamais ce régime odieux. Elle est aussi forte que ne l'a été notre dépersonnalisation, et c'est cette détermination que nous trouvons heureusement exprimée par la Centrale Panafricaine Syndicale, destinée à coordonner tous les efforts de luttes anti-colonialistes et anti-impérialistes et contre le néo-colonialisme dans tous les pays africains.

C'est pourquoi chacun de nous partira d'ici avec une conscience claire de l'impérieuse obligation de resserrer sans cesse les liens pour un front commun à tous les travailleurs de nos pays, en vue d'une victoire plus grande, celle de l'Afrique.

Le nom symbolique de notre promotion : **Félix Roland Moumié**, nous y aidera, en nous rappelant sans cesse au cours de notre action quotidienne, la grande figure africaine qu'a été cette victime du colonialisme, ce martyr de la libération africaine, et l'étendue de l'œuvre de libération que nous, travailleurs africains, devons poursuivre encore sur les pas de Ouezzin Coulibaly, Ruben Um Nyobé, Camara M'Balia et Patrice Lumumba.

C'est donc à notre pratique que l'on jugera de l'efficacité de la formation syndicale que nous venons de recevoir. Aussi notre lutte de libération doit-elle contribuer et contribuer à l'établissement de la Paix et de la démocratie en Afrique en particulier, et dans le monde en général, dans l'esprit de la solidarité internationale des travailleurs et de l'unité prolétarienne.

Vive l'Afrique libre, souveraine et prospère ;
Vive la Centrale Syndicale Panafricaine ;

Vive l'Unité africaine ;

Vive la République de Guinée et son Parti, le Parti Démocratique de Guinée ;

Vive l'Université Syndicale Ouvrière Africaine.

LE DISCOURS DE M^{me} LOFFO CAMARA

(Suite de la page 4)

autorisation du Président de la République saisi de la question par le commandant de région. La dot rammenée à de justes proportions retrouve sa signification traditionnelle qui exclut toute notion de spéculation.

Les répudiations et les divorces sans cause sont abolis et le P.D.G. recommande aux hommes de considérer leurs femmes comme leurs égales, leurs compagnes. Il est d'ailleurs exclu qu'ils puissent les maltraiter impunément. L'éducation politique de nos masses populaires est telle que ce sont là des choses admises sans difficultés.

C'est un fait bien connu que les femmes chez nous sont représentées à tous les niveaux dans les organismes directeurs du Parti aussi bien au niveau des comités de quartiers, au niveau des différentes sections de notre pays qu'au sein du Bureau Politique National où elles comptent deux Représentantes, les camarades Mafoory Bangoura et Loffo Camara. Est-il besoin de vous dire qu'elles jouissent du droit de vote dans les mêmes conditions que les hommes et que le suffrage universel revêt en Guinée son plein sens ?

Les femmes militent sur le plan syndical également au sein de la Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée où elles comptent deux représentantes, les camarades Camara Loffo et Diané Nankorla. Chaque femme travailleuse militante au sein de son syndicat de base où elle prend une part importante à l'étude de tous les problèmes intéressant la vie des travailleuses.

Nous constatons également que les femmes peuvent occuper tous les postes de vie civile : Maîtres, Conseillers générales, Chefs de Service,

tement déparassées des anciens complexes et des anciennes craintes que pesaient sur elles, les femmes jouent dans cette nouvelle phase de l'histoire guinéenne un rôle tout aussi important que celui qu'elles ont joué dans la phase précédente. Elles participent activement aux travaux d'investissements humains, à la lutte contre l'analphabétisme, la sous-alimentation et toutes les tares qui constituent le triste héritage d'un régime défunt.

Dans l'unité la plus totale, intimement mêlées à l'ensemble de la population et sous la direction éclairée du Parti Démocratique de Guinée, nous sommes décidées à reconstruire notre pays sur des bases saines et à mener notre développement économique jusqu'à son aboutissement logique qui est la fin du sous-développement, avec tout son cortège de misère. Nous sommes d'autant plus résolues à aller de l'avant que la conception révolutionnaire de chacun de nous est aux dimensions non pas de la petite Guinée mais de l'Afrique toute entière.

Nous savons que le chemin qui nous reste à parcourir est long, difficile et hérissé de pièges. Nous savons aussi que les forces du mal incarnées par les colonialistes et les impérialistes mettront tout en œuvre pour nous empêcher de réaliser nos objectifs révolutionnaires. Mais nous n'aurons de cesse que lorsque ces objectifs seront pleinement réalisés.

Nous n'aurons de cesse que lorsque l'Afrique, toute l'Afrique aura recouvré entièrement son indépendance nationale, et son unité. Nous n'aurons de cesse enfin que lorsque la femme africaine aura été complètement affranchie de toutes les servitudes qui sont trop souvent encore son lot dans de nombreux pays. Nous autres femmes africaines

NOUVELLES DU CONTINENT AFRICAIN

L'occupation française en Afrique

LE TONNEAU AUX POWDRES

(Suite de la première page)

que au cas où les Africains voudraient extirper les impérialistes de leurs bases d'occupation en Afrique.

L'OCCUPATION FRANÇAISE DE L'AFRIQUE PAR L'AXE DUNKERQUE - LEOPOLDVILLE

En veine de confidences, M. Schneider nous révèle les plans stratégiques d'ensemble que le gouvernement français nourrissait en 1958 comme vipère en son sein. Elle commence, en 1961, d'enfoncer son venin au cœur de l'Afrique. « Nous devons nécessairement, dit-il :

de guerre des colonialistes et des impérialistes.

Le néo-colonialisme acceptera bien que nos pays aient un hymne national, un drapeau, mais il nous refusera toujours la maîtrise de nos destinées. Il voudra bien permettre aux représentants de nos pays de siéger dans les conférences internationales, à l'Organisation des Nations Unies, mais ce ne sera qu'à la condition que nos représentants défendent les mots d'ordre qu'il leur aura soufflés. Mais nous savons toutes, que ce n'est pas là la véritable indépendance. Nous devons resserrer encore et toujours davantage nos rangs pour faire front contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme.

Je souhaite donc à nos travaux pleins succès et réussite totale. Pour l'Indépendance et l'Unité réelles de l'Afrique, pour l'émancipation totale

1°) Assoir solidement notre souveraineté en Algérie sur les zones couvertes par l'O.C.R.S.
2°) Affermir notre liberté d'action diplomatique par une politique militaire à long terme à base d'armement nucléaire.

Ainsi la bombe atomique deviendrait le gros argument « diplomatique » de la France. Qu'elle prenne cependant garde ! Sur ce terrain, d'autres risquent de se montrer meilleurs « diplomates » qu'elle...

3°) Assurer enfin, par l'accès à la personnalité politique de nos territoires d'Afrique noire, qui leur confèrera la responsabilité en matière de sécurité intérieure et extérieure, une **communauté franco africaine résolument orientée** contre « action subversive de ses adversaires. »

Ainsi le gouvernement français veut faire de ses adversaires ceux de l'Afrique ! Et la liberté politique des Africains doit être « résolument orientée ». Autrement dit vous êtes libres... De me suivre dans la voie de la guerre froide, et de faire le jeu de l'impérialisme monopoliste européen. Rallez-vous à mon panache blanc, couleur de champion atomique : je vous promet la poule au pot.

Après avoir rappelé que la stratégie périphérique anglo-saxonne « se développe de l'Atlantique au Pacifique, parallèlement aux défenses de l'O.T.A.N., qui ne représentent, à hauteur de l'important système industriel de l'ouest continental européen, qu'un barrage initial couvrant la chaîne radar du front atlantique de l'hémisphère américain... »

du bloc eurafricain français, permettant une articulation stratégique d'un système de frappe et d'intervention à l'échelle du rayon d'action des armes nouvelles. »

L'ex-conseiller de l'Union française poursuit : « Nous devons maintenant faire face, d'autant plus que le risque total qui s'attache à l'extrême sensibilité psychologique et industrielle des U.S.A., pourrions inciter à considérer comme secondaire la sauvegarde de nos positions africaines, hors des zones couvertes par le pacte de l'Atlantique nord, bien qu'elles soient essentielles pour la défense de l'Europe occidentale. »

En analysant sur deux années les résultats de l'investissement humain, on se rend rapidement compte de l'incontestable importance... « Si ce risque doit être partagé par les Etats de l'Ouest européen, qui forment le théâtre actif de la coalition atlantique, il importe que les armes le soient aussi à l'échelon des engins I.R.B.M. (de portée stratégique jusqu'à 2.500 kilomètres), du type « Jupiter » et du type intercontinental I.C.B.M. Ces engins conditionnent l'échelon stratégique d'une défense globale eurafricaine. »

« Tel est l'enjeu diplomatique et stratégique qui pose comme premier objectif à notre « politique militaire » d'asseoir le centre de gravité de nos forces armées à hauteur du théâtre nord et centre Afrique. »

Nous voici documentés.

Il faut croire que, depuis 1958, la France a eu de l'esprit de suite

vernement Guinéen en la personne de notre camarade Loffo Camara, Secrétaire d'Etats aux Affaires Sociales. C'est ainsi que s'est développé l'esprit de responsabilité des femmes de Guinée qui, vous le voyez, ont une part très active dans la conduite de toutes les affaires de la Nation.

Il existe aussi de nombreuses écoles de filles. Outre les collèges et lycées de jeunes filles, les centres d'apprentissage, le Gouvernement guinéen a créé une école de sages-femmes d'Etat, une école d'infirmières d'Etat, une école d'aides-sociales, une école de Secrétariat d'administration, une école de politicières. Des stages de formation féminine accélérée sont également organisés. C'est vous dire qu'en moins de trois ans d'indépendance les réalisations faites par la Révolution guinéenne pour la vraie émancipation des femmes, dépasse de loin tout ce qu'avait pu faire le régime colonial. Vous comprendrez quand vous saurez qu'elles sont toute la portée de ces réalisations l'aboutissement non pas de revendications des femmes mais la suite logique de la lutte révolutionnaire de notre peuple, car l'émancipation des femmes est un des principes fondamentaux du programme révolutionnaire de notre Parti. Le Bureau Politique National du Parti Démocratique de Guinée et son Gouvernement, élus par le peuple et pour le peuple ont toujours reconnu et mis un accent particulier sur le rôle joué par la femme dans la libération de notre pays.

Camarades,

Depuis le début de l'année 1960 la Guinée a abordé avec optimisme et détermination une nouvelle phase de sa lutte historique pour un meilleur devenir : la phase de sa libération économique. Dans cette perspective une nouvelle monnaie a été créée en même temps d'ailleurs qu'une Banque d'Emission, la Banque de la République de Guinée (B.R.G.). Et en juillet dernier nous avons lancé, notre premier Plan triennal de développement économique.

Citoyennes politiquement mûres et pleinement conscientes des objectifs de la Révolution Guinéenne, complé-

ce à une autre portée historique à avoir un rôle d'une haute qualité jouer pour que la Justice et la Liberté régissent sur notre Continent. Mais cela ne pourra se faire qu'à la condition que nous ayons unes et éclaircissements. Autrement nous serions les victimes faciles du néo-colonialisme, cette nouvelle machine

Pour la consécration définitive de l'égalité de l'homme et de la femme, Pour le triomphe à travers le monde de la cause de Liberté, de la Justice et de la Paix.

Vive l'Union des femmes de l'Ouest Africain !

léopoldville, dans la profondeur

Suite de la page 6

UN CHRONIQUE LITTÉRAIRE DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE EN L'HONNEUR DE GUINÉE

Moufidi Zakaria est un poète militant algérien, âgé de 52 ans il participe à la lutte révolutionnaire algérienne depuis 1934. Son action lui vaut d'être emprisonné une première fois à Barberousse de 1937 à 1940. En 1956 il est arrêté à nouveau et subit toutes les tortures par l'eau et l'électricité. Il n'est libéré qu'en 1959.

Auteur de 75 chants environ, Moufidi Zakaria est considéré comme le plus grand poète algérien de notre époque et l'un des plus grands poètes révolutionnaires dans le monde. Il a composé en l'honneur de la Guinée, un chant dont voici la traduction.

LE SALUT DE L'ALGERIE AU PEUPLE FRERE DE GUINÉE

1^{er} couplet

Guinée, pays de la fierté des lions
Dans ton ascension vers l'Eternité
Edifie donc ta gloire pour une existence infinie
Après avoir brisé les maillons de tes chaînes.

Refrain

Toujours, souviens-toi, Guinée,
Du temps de l'Almamy Samory
Généreuse figure parmi tant d'autres
Et marche droit
Sur les pas du Vaillant Sékou Touré
Toujours en avant !

De chaque révolutionnaire au combat,
Du fond des cœurs débordant de vœux et d'admiration
Reçois le fraternel salut
De l'Algérie combattante.

2^e couplet

C'est le peuple qui t'a libérée, Guinée,
Mais c'est grâce à toi que le peuple a connu la saveur
De la liberté et du bonheur
C'est la Jeunesse qui a fait ta Révolution grande,
Mais c'est ton âme qui l'aura inspirée
Pour bâtir ton inébranlable gloire...

3^e couplet

Tes principes n'étant que Démocratie, Justice
Organisation Unité et Amour fraternel

ledit barrage ne pourrait pas, en cas de guerre nucléaire être renforcé « assez vite » par les forces américaines, et qu'en conséquence de l'Ouest européen ne peut plus être centrée sur l'arsenal américain. Elle doit nécessairement s'organiser suivant l'axe Dunkerque-Léopoldville, dans la profondeur

que les buts définis par M. Schneider sont aujourd'hui sur le point d'être atteints: l'axe Dunkerque-Léopoldville est sur le point d'être réalisé si les accords militaires avec l'Afrique Equatoriale, dite zone n° 2, viennent à être ratifiés.

Tu resteras le symbole de la détermination,
L'Esprit de décision
L'harmonie dans l'effort, le, succès enfin.
Guinée, tu as su assoier ta puissante fierté, malgré la mort
Réaliser ton unité, malgré les malheurs !
Tu as édifié ton histoire sur le sacrifice !

4^e couplet

Dans la lutte toujours soeur,
Tu resteras, soeur, Guinée
Dans le meilleur et dans le pire
Tu vois, moi, l'Algérie,
Je suis comme toi.
Jamais je ne déposerai les armes,
Et si on venait à me consulter,
Je dirais évidemment « NON » !

5^e couplet

Ma Révolution est juste.
Je ne quitterai point le combat
Sinon le jour où je serai comblé dans mon pays,
Seigneur sur ma terre...

6^e couplet

C'est par le sang des martyrs que je me suis autodéterminé
Et je ne saurai trouver de quietude
C'est par le sang des martyrs que je suis autodéterminé
Je suis armée de justice
Et la Victoire est déjà mon alliée
Parce que j'ai foi

Guinée, ma soeur,
Réalise donc pour nous l'unité africaine
Tu nous as donné le plus bel exemple
Et ton peuple vigoureux,
Dans son élan irrésistible vers le Progrès,
Sera toujours prêt, si besoin est,
A succomber dans la lutte.

ETHIOPIA

Organe
trihédomadaire
édité par la Régie
Nationale
de l'Agence Guinéenne
de Presse

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITÉ
Compte Chèques Postaux 6975 — Banque République de Guinée 3-34-32

LE PROGRES, NOUS NE POUVONS LE CONSIDERER QU'EN TANT QU'ACCUMULATION DE MOYENS ET EXTENSION DES POUVOIRS DONT DISPOSENT LES SOCIÉTÉS, POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE ET ACCROÎTRE LE BIEN-ÊTRE DE L'HOMME.

SEKOU TOURE.

NOUVELLES D'AFRIQUE ET DU MONDE

L'OCCUPATION FRANÇAISE EN AFRIQUE

(suite et fin)

L'axe doit même se prolonger et prendre Madagascar comme point d'appui. Rappelons-nous les projets de pacte qui doivent lier les pays de « l'Union Afrique Madagascar » à la politique militaire des impérialistes et néo-colonialistes européens.

Ce projet, rédigé par leur valet, le ministre Ahidjo du Cameroun, tend à transformer l'Afrique en un véritable champ de manoeuvres et en arsenal de l'impérialisme, sur une voie partant de France et traversant l'Afrique dans toute sa longueur.

Ainsi, le tonneau aux poudres n'est pas seulement à Bizerte : il menace, à leurs portes mêmes, tous les pays indépendants d'Afrique. En faisant le jeu de la guerre froide, en acceptant la présence de bases militaires étrangères sur leur territoire, les pays africains qui signeraient ces pactes militaires consacraient, avec leur propre asservissement, cet « axe »,

en forme d'épée de Damoclès, suspendu sur leur tête, par un fil pendu au clou de Dunkerque...

Mais l'Algérie vient déranter les plans sur ce bel échiquier.

Nos néo-colonialistes qui visent de l'aveu de M. Schneider, à asséoir purement et simplement sur l'Afrique leur contrôle et leur domination militaire, et à surveiller ainsi sa « liberté » (dans le sein du « monde libre ») se sont heurtés, en Algérie, à un bec...

Le grand méfite de l'Algérie, aux regards de la France, c'est qu'elle est « couverte », au point de vue « défense », par l'article 6 du pacte de l'Atlantique Nord.

Son inconvénient majeur, par contre, c'est qu'elle soit en réalité sous le contrôle du F.L.N., lequel n'a pas l'air de vouloir troquer son indépendance contre son contraire, c'est-à-dire « l'association ». Le fel-lah a été suffisamment « associé » au parachutiste pour ne pas désirsier être « couvert » par l'O.T.A.N. C'est bien un peu ce que craignait

M. Schneider...

« L'Algérie, écrivait-il, (toujours dans le même article paru en 1958) est la clé de voûte de la politique africaine française. La délicate faite de la France en Algérie entraînerait à la fois son retrait de l'Alliance atlantique et la fin de l'O.T.A.N. par absence de protagonisme stratégique, ce qui contraindrait l'Allemagne de Bonn à résoudre le problème de sa réunification avec l'Allemagne de l'Est, par un accord direct avec l'U.R.S.S. »

Et cet accord direct, c'est ce que nos partisans de la guerre froide ou chaude redoutent, tout autant que la perte de « leur » Afrique (africaine). Leurs champs de manoeuvres coupés par l'Algérie, la mèche du tonneau aux poudres est mouillée. Où seraient alors les rêves de grandeur militaire ? Une entente sur un traité de paix en Europe étoufferait la mèche amorcée, à Berlin, où seraient les neiges d'O.T.A.N.

EN DERNIERE HEURE

M. « H » ayant déclaré que les forces françaises n'avaient pas respecté l'ordre donné par le Conseil de Sécurité de cesser le feu, certaine « personnalité gouvernementale » française aurait rétroqué (d'après l'Agence France Presse : « M. « H » n'a pas un mot à dire au sujet de l'attaque des tunisiens contre les

La semaine politique en Afrique

Cette semaine en Afrique a été marquée par deux faits essentiels : l'agression des troupes françaises contre les tunisiens à Bizerte dont on va vous parler par ailleurs et la reprise des pourparlers franco-algériens au château de Lugrin près d'Evian.

D'autre part, outre que les mouvements d'émancipation des peuples africains s'organisent, de mieux en mieux, des chefs d'États effectuent des voyages dans l'Est Européen.

LA REPRISE DES POURPARLERS FRANCO-ALGÉRIENS

C'est donc en pleine période de crise franco-tunisienne, qu'ont repris au château de Lugrin, les pourparlers franco-algériens interrompus à Evian, il y a cinq semaines. Dores et déjà, l'accent est mis avec insistance sur le fait que pour la première fois depuis qu'ont été entreprises les négociations directes entre le gouvernement français et le G.P.R.A. — dépositaire des aspirations légitimes du peuple algérien et seul interlocuteur valable — les deux parties en présence sont parvenues à un accord. En effet, elles ont convenu que les questions importantes seraient discutées dans cinq commissions, de manière que les difficultés rencontrées dans l'une ne tardent par là progression des autres.

Un premier pas positif vient donc d'être fait, qui n'autorise nullement cependant à un optimisme excessif,

attendait toujours à Salisbury, attendant en vain l'autorisation de se rendre dans ce territoire sous-mandat confié à l'Afrique du Sud.

L'Organisation internationale se laissera-t-elle bafouer, une fois de plus, par le gouvernement réactionnaire de Prétoria ?

... ET AU PORTUGAL

De même, la sous-commission des Nations Unies pour l'Angola a annoncé le 25 juillet que son président le Dr. Carlos Salamanca de la Bolivie, n'a pas obtenu du Portugal l'autorisation qu'il avait demandé pour la sous-commission de se rendre dans ce territoire africain.

Il est possible que la question soit renvoyée au Conseil de Sécurité qui, le mois dernier, a invité le Portugal à renoncer aux mesures de répression en Angola.

LA LUTTE DE LIBERATION

CONTINUE EN ANGOLA
Le 25 juillet, plus de deux cents

Détroquer les monopoles

• Ceylan nationalise le commerce des pétroles

• Répression en Iran

On prévoit que le retrait des troupes britanniques, dont près des deux tiers ont déjà été rappelées de Koweït, commencera dès l'arrivée des premiers éléments du contingent arabe. Celui-ci ne dépasserait pas 500 hommes et aurait surtout une importance symbolique, un conflit entre l'Irak et les pays arabes étant improbable.

Si les monopoles pétroliers semblent avoir dissuadé le général il n'en va pas ainsi en Irak même où Kassem de les débouter de Koweït, se dessine une politique visant à l'établissement d'une compagnie pétrolière nationale autonome.

Les Japonais seraient prêts à fournir à cet effet une cinquantaine de techniciens. Ces techniciens, qui seraient détachés de l'«Arabian Oil Cy» (compagnie à 50% japonaise et 50% séoudienne) se joindraient à ceux qui ont déjà été envoyés en Irak par la firme nationalisée italienne «Eni-Agip.»

Si l'Irak n'envoie pas ses troupes sur Koweït, il va diriger sur l'Emirat une ligne de chemin de fer. Le journal «Trag Times» déclare qu'elle sera construite en six mois et coûtera 250.000 livres sterlinges.

Petite nouvelle : trois soldats anglais, faits prisonniers sur le territoire irkien où ils avaient pénétré, vont être jugés par les tribunaux militaires irakiens.

A CEYLAN CE QUI APPARTIENT A CEYLAN

L'île de Ceylan a adopté une loi prévoyant la remise de tout le commerce de pétrole de l'île aux mains d'une société nationale de pétrole cingalais.

Le coup n'était pas pour la «Shell International Petroleum», la «Caltex» et la «Standard» car, depuis six mois, les projets de loi étaient d'élaboration à Colombo. Pourtant, les magnats du pétrole ont été surpris par la tournure rapide que prennent les événements. Aussi viennent-ils de tentes d'exercer une pression sur Ceylan en ne livrant plus de pétrole.

Mais ces efforts ont échoué, le gouvernement cingalais ayant conclu un accord avec l'U.R.S.S sur la livraison par les soviétiques de pétrole à des prix de 20% inférieurs à ceux des monopoles... qui n'en sont pas encore revenus!

REPRESSION A IRAN

On se souvient qu'en 1954, le gouvernement mossadegh, qui avait eu le courage de nationaliser les pétroles, avait été renversé par la clique militaire fantôme du Général Zahedi. Le Docteur Mossadegh avait été condamné à 3 ans d'emprisonnement et son ministre des affaires étrangères, Hossein Fatemi, assassiné par la soldatesque du triste Zahedi.

Zahedi, trop impopulaire, a dû céder le pouvoir à d'autres valets des trusts pétroliers : le dernier en date, M. Amini, vient de faire

L'AFFAIRE DE BIZERTE

«La France devra probablement, tôt ou tard, abandonner Bizerte» écrit le *Washington Post*.

«Il est impossible, poursuit ce journal, de porter, dans la confusion, un jugement absolu sur les droits et les torts entre la Tunisie et la France, bien que la réputation de l'occident ait subi un coup terrible.

«L'impression persiste cependant, après l'effusion de sang que, quelles que soient l'attitude prôtée du président tunisien, la France a fait usage d'une force militaire disproportionnée dans une action qui aurait fait près de 1000 morts, (les barrages gardés symboliquement par des civils désarmés ont été attaqués à la mitrailleuse par des blindés alors qu'il aurait suffi de simples bulldozers pour les dégager.)

«La raison n'est pas difficile à comprendre. Les services armés français recherchent une «victoire» après les déceptions politiques d'Algérie et d'Indochine. Sans doute

tre la France et le président Bourguiba en 1958.»

Commentant les déclarations de M. Hammarskjöld, le journal le *Monde* se demande si M. «H» ne serait pas prisonnier de sa vieille amitié pour M. Mongi Slim, qui fut dans l'affaire congolaise, son principal lieutenant? «Mais, constate le *Monde*», comment faire admettre au «citoyen moyen» qu'on puisse être à la fois partisan de la décolonisation et garder une base en terre tunisienne?»

arrêter, au cours d'une rafle monstre, les principaux leaders du Front National, parti favorable au Docteur Mossadegh. Parmi ces leaders se trouvent le président des syndicats et leneveu d'Hossein Fatemi.

M. Amini a décrété l'état d'alerte : il craint, à juste titre, les réactions populaires. C'est la méthode qu'on emploie lorsqu'on n'a pas la conscience tranquille!

les généraux désiraient-ils «donner une leçon» à M. Bourguiba. L'autorité du président de Gaulle sur les activités militaires n'est pas absolument sûre...»

Le *New-York Times* craint que l'intransigeance tunisienne à propos de Bizerte «n'encourage pas les rebelles algériens à céder à la France la base de Mers-el-Kébir» (...on le conçoit! N.D.L.R.)

«Le sort de l'Afrique du Nord, continue le *New-York Times*, dépend de ses leaders qui doivent savoir qu'il n'y a pas de sécurité pour eux dans un vide politique en Méditerranée, et qu'ils ne peuvent en appeler à l'aide Soviétique que pour leur propre destruction.»

En somme, si l'on comprend bien le journal américain, les Russes viseraient à détruire la Tunisie et l'Algérie.

Heureusement qu'il y a Bizerte et Mers-el-Kébir pour protéger tunisiens et algériens!...

(Suite de la page 2)

son agression calcaïque ne laisse pas supposer qu'il soit revenu à des notions plus réalistes. Quoi qu'il en soit, le G.P.R.A. a préconisé un ordre du jour en cinq points :

- 1°) Garantie de l'autodétermination et de son champ d'application ;
- 2°) La période transitoire ;
- 3°) La garantie offerte aux français d'Algérie ;
- 4°) Les perspectives de coopération entre la France et l'Algérie indépendante ;
- 5°) Les modalités techniques du cessez-le-feu.

LA R.A.U. COMMEMORE LA REVOLUTION DE 1952

le peuple et le gouvernement de la République Arabe Unie ont célébré à partir du dimanche 23 juillet le 9e anniversaire de la Révolution égyptienne, qui a mis fin au régime féodal du roi Farouk au profit d'un régime républicain et populaire.

Des délégués venus de tous les pays d'Afrique et d'Asie ont participé à ces grandioses cérémonies.

DES CHEFS D'ETAT AFRICAINS DANS L'EST EUROPEEN

Deux chefs d'Etat se sont succédés à bref intervalle en U.R.S.S. Le Maréchal Ibrahima Abdou, président du Soudan a quitté Moscou le 27 juillet, après une visite officielle de 6 jours.

De son côté, le Docteur K'Wamé N'Krumah avait pris congé de MM. Brejnev et Krouchtchev quatre jours auparavant.

BOYCOTT DE LA CONSTITUTION EN RHODESIE DU SUD

Le référendum sur la Nouvelle Constitution en Rhodesie du Sud a été boycotté à la demande des partis politiques africains. M. Sir Edgar Whitehead, premier ministre, a camouflé sa défaite en déclarant mercredi soir que les résultats ont pratiquement éliminé les «extrémistes» européens et africains. Vraiment Sir Edgar prend ses désirs pour des réalités.

LES COMMISSIONS DE L'O.N.U. EN DIFFICULTE EN RHODESIE...

Signalons qu'aux dernières nouvelles, la commission de l'O.N.U. pour le Sud Ouest Africain séjour-

ra peu près 19 milliards de francs guinéens) constituent le bilan de 130 jours de lutte des nationalistes angolais.

Pendant ce temps, le gouvernement sénégalais rompt les relations diplomatiques avec le Portugal pour violation de l'espace aérien du Sénégal, arrestations de patriotes portugais et pour refus du Portugal d'évacuer la Guinée dite portugaise.

VERS L'INDEPENDANCE DE LA GAMBIE

En ce qui concerne le pays voisin, des négociations ont eu lieu cette semaine entre M. Jain MacLeod, secrétaire britannique aux colonies et les leaders politiques gambiens, au sujet de l'avvenir constitutionnel de ce territoire.

M. Jamara a déclaré pour sa part que son pays doit accéder à la pleine autonomie en novembre à partir de décembre prochain.

LA SITUATION AU CONGO

On sait que, devant le lâchage apparent du Katanga par l'impérialisme, Tschombé avait lancé la semaine dernière la ridicule bombe de «l'aide communiste» et du rapprochement avec Stanleyville.

Cependant, la presse occidentale laisse clairement entendre que les impérialistes et particulièrement la Belgique, envisageraient de lui donner satisfaction pour sauver leurs intérêts.

Quant à la réunion du Parlement qui a tenu sa première séance le 26 juillet à l'université de Lovanium, il en ressort que M. Joseph Iléo ne serait plus premier ministre, les bureaux des Chambres étant désorm-

mais à majorité «lumumbiste».

M. Antoine Gizenga, cependant a envoyé un télégramme de protestation à M. Hammarskjöld, lui annonçant que les accords quant à la neutralisation des abords du Parlement ont été violés par la présence permanente des troupes en armes.

Le chef du gouvernement légal du Congo fait appel à l'opinion publique internationale, demandant la formation d'une Commission de représentants des Etats africains, qui serait chargée de suivre les débats du Parlement.